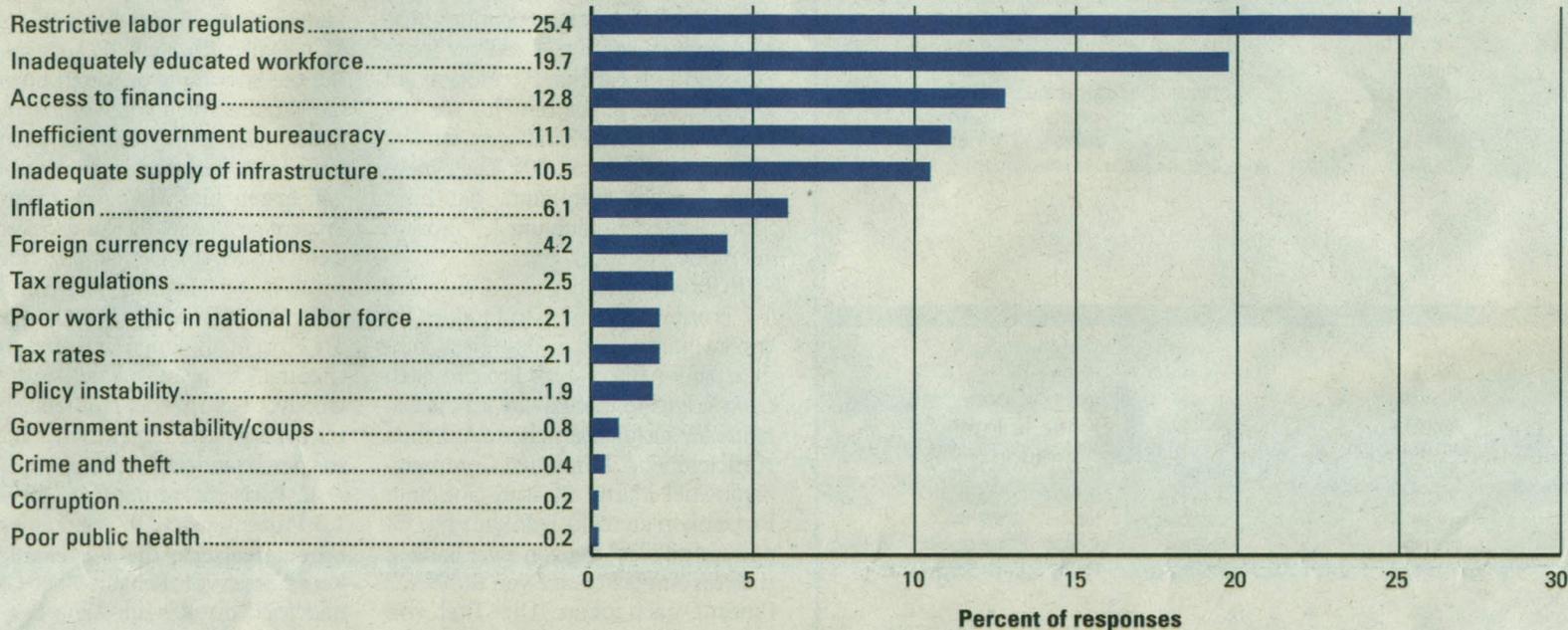


Chambre de Commerce: des faiblesses structurelles demeurent

The most problematic factors for doing business



Note: From a list of 15 factors, respondents were asked to select the five most problematic for doing business in their country/economy and to rank them between 1 (most problematic) and 5. The bars in the figure show the responses weighted according to their rankings.

Selon le rapport annuel établi pour l'année 2009-2010 par le World Economic Forum (WEF), le Luxembourg améliore sa position dans le classement international des économies les plus compétitives, passant du 25e au 21e rang mondial. Ce résultat positif serait toutefois à mettre en perspective avec le difficile contexte de crise économique mondiale, souligne toutefois dans un communiqué de presse la Chambre de Commerce, en charge de la coordination de cette enquête au Grand-Duché.

Etats-Unis et Suisse continuent comme le passé à occuper les deux premières places de ce classement international, avec un avantage cette année pour la Suisse en raison de la très forte dégradation pour les premiers des indicateurs des exigences dites «fondamentales», en particulier l'indicateur de stabilité macroéconomique (passage du 66e au 93e rang mondial). Pour le reste, les Etats-Unis demeurent l'économie la plus compétitive du point de vue de l'efficacité et de l'innovation.

S'agissant des pays européens, 11 d'entre eux, et non plus 13 comme l'année passée, devancent le Luxembourg dans ce classement. Les meilleures performances sont produites de nouveau le plus souvent par les pays nordiques: Suède et Danemark aux 4e et 5e places et Finlande confortée à la 6ème position.

Si la Chambre de Commerce se réjouit de l'amélioration de la position du Grand-Duché dans ce classement, elle tient cependant à souligner que le Luxembourg continue à présenter

des faiblesses structurelles qui entraînent sa compétitivité, surtout dans un contexte conjoncturel défavorable. En comparaison avec ses partenaires européens, le Luxembourg serait en effet toujours le moins bien classé: 7e position pour l'Allemagne, 16e et 18e places respectivement pour la France et la Belgique.

A relativiser

La comparaison de l'indice global de compétitivité entre 2008 et 2009 fait ressortir que le Luxembourg enregistre une progression sensible par rapport aux exigences fondamentales de la compétitivité (Basic requirements), passant en un an du 15e au 7e rang mondial. C'est en matière institutionnelle et du point de vue des infrastructures que les indicateurs s'améliorent le plus. Pour autant, l'amélioration compétitive relative est plus visible pour ce qui concerne les institutions, la santé et l'éducation primaire. «Autrement dit, le meilleur positionnement du Luxembourg dans le classement international de la compétitivité est à mettre à la fois sur des progrès absolus des indicateurs (et donc du pays) et sur le déclassement de certains autres pays, crise économique mondiale oblige», note la Chambre.

Les résultats du Luxembourg demeureraient satisfaisants du point de vue des performances macroéconomiques, tout en gardant à l'esprit la problématique de la soutenabilité à terme des finances publiques et du financement du système de protection sociale. L'amélioration de la qualité du sys-

tème de santé et d'éducation primaire (+4 places), si elle doit être soulignée, doit également être relativisée compte tenu des moyens publics considérables qui y sont investis. Aux yeux de la Chambre de Commerce, il convient à cet égard de poursuivre les efforts pour rendre plus efficaces ces dépenses. La Chambre souligne par ailleurs le meilleur positionnement compétitif du Grand-Duché pour ce qui concerne les améliorateurs d'efficacité (Efficiency enhancers). Hormis l'indicateur de sophistication du marché financier, tous les voyants ont évolué favorablement et les positions relatives se sont améliorées: +8 places pour l'enseignement supérieur, +10 pour l'efficacité du marché du travail. Il demeure en matière d'enseignement universitaire des désavantages compétitifs importants du point de vue du système d'éducation, et encore plus en ce qui concerne la proportion, dans la population afférente totale, d'étudiants inscrits aux études supérieures (104ème rang), tandis qu'il convient de noter le maintien de l'indicateur relatif à la recherche publique (38e position). Du reste, il subsiste des rigidités à l'emploi (122e) et une insuffisance de flexibilité des salaires (100e place) pour ce qui est de l'efficacité du marché du travail. Les caractéristiques liées aux pratiques d'embauche et de licenciement ainsi que la participation des femmes au marché du travail et la discordance entre rémunération et productivité constituent, malgré des progrès visibles, des désavantages compétitifs en comparaison internationale.

Place 21 en matière d'innovation

De surcroît, le Luxembourg progresse substantiellement en matière d'efficacité des marchés de biens et services (+10 places), de même que du point de vue de l'exploitation des nouvelles technologies (du 12e au 5e rang mondial). En ce qui concerne les facteurs d'innovation (Innovation and sophistication factors), le Luxembourg occupe désormais le 22ème rang mondial s'agissant du degré de sophistication des entreprises et le 21ème pour l'innovation. Le rapport WEF souligne les efforts gouvernementaux fournis pour renforcer les logiques de clustering (22ème), tout comme la sophistication des processus de production (maintien au 15ème rang), même s'il y a lieu de regretter un recul en matière de capacité d'innovation (de la 18e à la 23e place) et encore davantage les performances stagnantes au niveau de la disponibilité d'ingénieurs et de scientifiques (82ème rang). Le classement révèle par ailleurs - de façon plus aiguë encore qu'en 2008, que les principales difficultés rencontrées par les entrepreneurs luxembourgeois ont trait aux rigidités du droit du travail et au problème de recruter du personnel qualifié. Les lourdeurs administratives demeurent aussi une préoccupation forte, même si elles sont dorénavant moins invoquées que les difficultés liées à l'accès au crédit, difficultés découlant directement de la crise économique et financière mondiale.